



Informations du Guatemala

1ère Année / N°39

du 25 au 30 septembre 198

POLITIQUE

Les Etats-Unis préoccupés par l'insurrection au Guatemala
Il n'y aura pas d'élections honnêtes
Le processus de démocratisation manque de sérieux
EGP : Pas de perspectives démocratiques
Le conseil d'Etat dissous

ECONOMIE

Le ministre des Finances : En Europe, on s'intéresse au Guatemala

CONTRE-INSURRECTION

Les opérations les plus importantes contre la subversion
Bombardements contre la population civile
Opérations de ratissage dans le Sud-Ouest

INSURRECTION

34° anniversaire du Parti Guatémaltèque du Travail
Les FAR occupent un village
Information de l'EGP
Nouvelles actions de l'ORPA
L'armée fait part de combats
Déclarations officielles

MOUVEMENT POPULAIRE

Les étudiants contre l'armée

DROITS DE L'HOMME

La Croix Rouge est disposée à intervenir au Guatemala
L'armée accusée d'avoir attaqué un village
Les enlèvements et les détentions en masse continuent
DCG : Les enlèvements et les assassinats ont augmenté avec Mejia Victores
FASGUA : Les forces gouvernementales persécutent et assassinent des ouvriers
La Cour Suprême agit illégalement
Limitation à la liberté d'information

REFUGIES

L'ambassadeur du Mexique : Les réfugiés ne sont pas des subversifs

POLITIQUE

LES ETATS-UNIS PREOCCUPES PAR L'INSURRECTION AU GUATEMALA

Nestor Sanchez, sous-secrétaire de la Défense du gouvernement des Etats-Unis, a déclaré le 27 septembre à Washington que l'administration nord-américaine "est préoccupée par la croissance de l'activité guérillera au Guatemala".

Sanchez a affirmé que "la lutte contre-insurrectionnelle est conduite de manière inadéquate" au Guatemala, ce qu'il a attribué à la carence de l'assistance militaire, de fonds, d'armes et de troupes pour faire face à la lutte révolutionnaire dans ce pays d'Amérique Centrale. Le fonctionnaire nord-américain a mis l'accent sur le fait que le Guatemala n'est pas en mesure d'acheter des hélicoptères militaires.

Des observateurs dans la capitale ont signalé que les déclarations de Sanchez pourraient faire partie d'une campagne de pressions sur les congressistes nord-américains pour qu'ils approuvent l'attribution d'une aide militaire substantielle au Guatemala. Selon Frédérik Chapin, ambassadeur des Etats-Unis dans le pays, cette question est actuellement débattue au Congrès nord-américain et suscite une forte opposition des démocrates.

IL N'Y AURA PAS D'ELECTIONS HONNETES

Le 22 septembre, Hector Napoleon Alfaro Garcia, premier secrétaire du Parti Révolutionnaire (PR), de tendance conservatrice, a déclaré que les conditions permettant le déroulement d'un processus électoral honnête et sans bavures n'étaient pas réunies.

Alfaro Garcia a ajouté que les patrouilles d'auto-défense civile, qui se sont développées sous le régime actuel, ont permis la réalisation d'une fraude électorale à grande échelle ; "l'exercice de la discipline militaire sur ces personnes permet de les influencer psychologiquement en vue d'orienter leur volonté dans tel ou tel sens".

LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION MANQUE DE SERIEUX

"Le manque de sérieux du gouvernement et la participation au pouvoir de la droite la plus récalcitrante empêchent le processus de démocratisation au Guatemala", a déclaré le 23 septembre Rony Villavicencio, premier secrétaire du Comité pour la formation du parti politique Force Populaire Organisée (FPO).

Selon Villavicencio, les contradictions du chef de l'Etat au sujet du calendrier électoral sont évidentes. En effet, il a tout d'abord ratifié le calendrier arrêté par Rios Montt pour le retour à l'ordre constitutionnel ; il a ensuite reculé, puis avancé, puis de nouveau reculé les dates...

"La droite dure empêchera la création de nouveaux comités idéologiques, s'appropriant les questions politiques, ce qui n'est pas une garantie de pureté électorale".

"Tout ceci, a assuré Villavicencio, détruit l'espérance dans le sérieux du processus à venir".

EGP : PAS DE PERSPECTIVES DEMOCRATIQUES

"L'armée du Guatemala est et reste le réel détenteur du pouvoir depuis 20 ans",

soutient l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) dans sa publication "L'informateur guérillero" du mois de septembre 1983.

"Le coup d'Etat militaire qui renversa Rios Montt constitue une tentative pour restaurer l'unité interne au sein de l'armée et réduire la distance entre le gouvernement, les classes dominantes et l'impérialisme. Il a laissé intacts la structure de l'armée, la composition du haut commandement militaire et surtout, ses plans concernant la stratégie contre-insurrectionnelle", ajoute la publication de l'organisation des insurgés.

LE CONSEIL D'ETAT DISSOUS

Le 28, le chef du gouvernement militaire a dissous le conseil d'Etat, organisme consultatif de l'exécutif, créé par le général Rios Montt il y a un an.

"Nous ne disposons pas de fonds pour maintenir ce groupe consultatif", a déclaré Mejia Victores dans l'acte de clôture du conseil. Le conseil d'Etat avait été attaqué, ces dernières semaines, par les hommes politiques de l'extrême droite, qui avaient réclamé sa dissolution avec insistance.

Ricardo Asturias Valenzuela, vice-président du conseil, a déclaré que cet organisme était "un élément qui a mis en place une série de mesures qui freinent l'ambition démesurée du pouvoir et la fraude électorale".

Selon le conseiller Roberto Hernandez Pineda, "on cède aux pressions de politiciens intéressés à ce qu'il n'y ait pas de méthodes adéquates permettant d'éviter une nouvelle fraude électorale".

"Je crois que, vu le chemin qui est suivi, a-t-il conclu, la tendance des groupes à se maintenir ou à revenir au pouvoir sera maintenue ou encouragée".

E C O N O M I E

LE MINISTRE DES FINANCES : EN EUROPE, ON S'INTERESSE AU GUATEMALA

Le 21 septembre, le ministre des Finances, Leonardo Figueroa Villate, a qualifié de "positive" sa récente tournée en Europe.

Selon le fonctionnaire, plusieurs membres de la Communauté économique ont manifesté leur intérêt à investir dans la région centre-américaine. La Belgique envisage une coopération en vue d'échanger des produits avec le Guatemala, l'Italie financera l'achèvement de la centrale hydroélectrique de Chixoy, la France collaborera financièrement aux programmes de développement rural dans tous le pays, et la République Fédérale d'Allemagne s'intéresse à ce projet.

C O N T R E - I N S U R R E C T I O N

LES OPERATIONS LES PLUS IMPORTANTES CONTRE LA SUBVERSION

De sources militaires, on apprend que l'armée réalise d'importantes opérations contre-insurrectionnelles dans tous le pays. Les moyens d'information locaux ont qualifié ces actions militaires comme "les opérations les plus importantes ayant été menées contre la subversion ces derniers temps".

BOMBARDEMENTS CONTRE LA POPULATION CIVILE

Les 22 et 23 septembre, des avions de la Force Aérienne Guatémaltèque (FAG) ont bombardé plusieurs zones du département de Huehuetenango, au Nord-Ouest du pays. Selon la presse, Santa Cruz Barillas est la municipalité la plus atteinte.

L'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) a dénoncé, dans un communiqué diffusé le 26 septembre, le fait que de tels bombardements frappent de manière indiscriminée, "atteignent les habitations, les cultures et les bois et mettent en danger la population civile".

OPERATIONS DE RATISSAGE DANS LE SUD-OUEST

Du 20 au 24 septembre, les forces conjointes de l'armée et de la police nationale ont effectué des opérations de ratissage aux alentours du village de San Antonio Suchitepequez, département de Suchitepequez, dans le Sud-Ouest du pays. Le 24, les paysans de cette région ont dénoncé au journal "El Grafico" une "nouvelle vague de séquestrations".

INSURRECTION

34° ANNIVERSAIRE DU PARTI GUATEMALTEQUE DU TRAVAIL

Le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT) a commémoré, le 29 septembre, le 34° anniversaire de sa création.

A cette occasion, la direction nationale du PGT a émis un communiqué dans lequel il rappelle que la révolution guatémaltèque "n'est pas le produit de l'Est ou de l'Ouest, mais est née de ses propres besoins de pain, terre, liberté, logement, alphabétisation, santé et droit à la vie".

Le PGT, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), exprime sa décision de "renforcer encore plus ses rangs et structures militaires". Il se prononce également en faveur d'une politique d'alliances amples et flexibles avec les secteurs démocratiques et progressistes du pays "qui sont également en faveur d'un changement de la situation de notre pays".

Plusieurs bombes ont éclaté dans différents quartiers de la capitale, répandant une propagande abondante du Parti Guatémaltèque du Travail, dans laquelle le peuple est exhorté à suivre la lutte révolutionnaire.

LES FAR OCCUPENT UN VILLAGE

Des unités des Forces Armées Rebelles (FAR) ont occupé, le 22 septembre, le village de Tichan, municipalité de La Libertad, dans le département du Peten (Nord-Ouest du pays).

L'occupation, signalent les FAR a duré environ 3 heures. La population a été réunie pour écouter le message révolutionnaire.

INFORMATION DE L'EGP

L'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) a fait savoir dans un communiqué diffusé à la presse le 27 septembre qu'une embuscade a été tendue le 12 aux troupes

kaibiles, entre les villages Santa Rosa et San Lucas, dans le département de Huehuetenango à 266 kms de la capitale.
5 soldats sont morts au cours de l'opération ; 4 fusils M-1 ont été récupérés et une jeep détruite.

NOUVELLES ACTIONS DE L'ORPA

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a fait savoir dans un communiqué diffusé le 28 septembre que ses unités ont attaqué le 21 le sous-commissariat de police de San Antonio Suchitepequez, situé à 160 kms au Sud-Ouest de la capitale. 5 agents, dont le chef du poste, sont morts.

L'ORPA, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), informe que dans la soirée du 23 ses unités urbaines ont attaqué le commissariat de police du faubourg de la capitale Primero de Julio. Bilan de l'opération : 4 pertes dans les rangs de la police, 2 véhicules détruits et d'importants dommages causés à l'immeuble du commissariat.

Simultanément, des heurts se sont produits entre les unités urbaines de l'ORPA et les forces mobiles de l'armée et de la police dans 4 points de la capitale. La rapidité des combats n'a pas permis d'établir le nombre de pertes et de dommages causés aux forces gouvernementales.

Enfin, l'organisation insurgée a effectué au cours de la semaine passée 15 opérations de piratage de différentes radios du pays qui ont permis la diffusion de messages contre le gouvernement et l'information du peuple sur les actions révolutionnaires.

L'ARMEE FAIT PART DE COMBATS

Le bureau des Relations Publiques de l'armée a reconnu le 24 septembre que des affrontements avaient eu lieu entre les troupes officielles et les forces insurgées dans la zone de Chuya, municipalité de Colomba, dans le département de Quetzaltenango (Ouest du pays).

L'institution armée a également fait savoir le 29 que, la veille, les forces insurgées avaient tendu une embuscade à un camion militaire dans le domaine de Ujuxtes, Chicacao, dans le département de Suchitepequez (Sud-Ouest du pays). L'armée a perdu 4 éléments, parmi eux, le lieutenant Carlos Enrique Leon Mendez.

DECLARATIONS OFFICIELLES

Dans une déclaration à la presse le 28 septembre, le colonel Pablo Nuila Hub, secrétaire des Relations Publiques de la présidence, a qualifié l'augmentation des actions insurgées de "spectaculaire".

"Depuis quelques jours, nous sommes dans une période d'intensification des actions des insurgés, cela saute aux yeux".

Selon le colonel Edgar Djalma Dominguez, secrétaire des Relations Publiques de l'armée, il s'agit de "la réponse de la subversion à l'activité constante de l'armée, qui poursuit tous ceux qui ne veulent pas se mettre sous la protection du décret d'amnistie".

"Aujourd'hui, l'armée est plus forte que jamais", a affirmé le général Hector Mario Lopez Fuentes, chef de l'état-major, alors que le général Mejia Victores

assurait que l'institution consacre "ses efforts à éliminer la subversion".

MOUVEMENT POPULAIRE

LES ETUDIANTS CONTRE L'ARMEE

Plus de 500 étudiants de l'Ecole Normale Pedro Molina ont entamé le 27 septembre une marche depuis la ville de Chimaltenango, située à 55 kms à l'Ouest de la capitale, en direction du Palais national, pour protester contre la construction d'une base militaire sur les terrains d'un centre scolaire.

Les étudiants ont expliqué que l'Ecole centre-américaine, annexe de l'Ecole Normale, a été transformée en dortoir pour les troupes de l'armée et que les terrains des deux établissements, connus sous le nom de "La Almeda", ont servi à la construction d'une base militaire.

Après 15 kms de marche, l'armée a dissous le cortège étudiant avec des bombes lacrimogènes. 2000 étudiants des établissements cités se sont déclarés en grève jusqu'à ce que les soldats évacuent les installations scolaires.

DROITS DE L'HOMME

LA CROIX ROUGE EST DISPOSEE A INTERVENIR AU GUATEMALA

Le 25 septembre, à San Jose de Costa Rica, des représentants de la Croix Rouge Internationale ont déclaré qu'ils envisageaient une intervention au Guatemala pour veiller à l'application du droit humanitaire en temps de guerre.

Le représentant de la Croix Rouge, Christopher Swinarski, a indiqué que son organisme a pris note de la résolution du 5 septembre de la sous-commission des Nations-Unies sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale et l'existence d'un conflit armé de caractère non international sur le territoire guatemaltèque.

L'ARMEE ACCUSEE D'AVOIR ATTAQUE UN VILLAGE

Les habitants du village de Las Cruces, Santa Lucia Cotzumalguapa, dans le département de Escuintla (Sud du pays), ont accusé les membres du service de renseignements de l'armée d'être responsables de l'attaque qui a eu lieu le 25 septembre contre le village, de l'assassinat de Miguel Angel Chuc, âgé de 80 ans, et de l'enlèvement de ses deux enfants.

LES ENLEVEMENTS ET LES DETENTIONS EN MASSE CONTINUENT

Les forces de la police nationale ont fait savoir le 29 septembre que le nombre de personnes détenues dans la capitale à la suite de la grande opération policière menée entre les 18 et 29 septembre s'élève à 3.500.

D'après les mêmes sources, les personnes concernées n'avaient pas de papiers d'identité ou étaient suspectées d'avoir commis un délit.

D'autre part, les organes de presse locaux font état de l'enlèvement de 15 personnes le 28 septembre.

Edgar Ponce Villela, membre du conseil d'Etat récemment dissous, a demandé au chef du gouvernement militaire, le général Oscar Mejia Victores, d'assurer le contrôle des groupes qui commettent actuellement des actes de violence, "tels les enlèvements d'universitaires, les attentats et les assassinats de citoyens". "Il n'existe pas d'escadrons de la mort" a répondu Mejia Victores.

DCG : LES ENLEVEMENTS ET LES ASSASSINATS ONT AUGMENTE AVEC MEJIA VICTORES

"On ne peut occulter le fait que le nombre d'enlèvements et d'assassinats a considérablement augmenté ces derniers mois", a déclaré, le 25 septembre, Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG). Il commentait la vague de violence politique qui se déchaîne au Guatemala depuis l'arrivée au pouvoir du général Oscar Mejia Victores. Vinicio a également lancé un appel au régime militaire pour qu'il mette fin à cette situation de violence.

FASGUA : LES FORCES GOUVERNEMENTALES PERSECUTENT ET ASSASSINENT DES OUVRIERS

La Fédération Autonome des Syndicats du Guatemala (FASGUA) a dénoncé, le 24 septembre, le fait que "les forces de sécurité du gouvernement persécutent et assassinent les dirigeants ouvriers".

La FASGUA a accusé les forces gouvernementales de l'assassinat de Juan Revolorio et de Raymundo Perez, dirigeants syndicaux séquestrés en décembre, dont les corps, portant des traces évidentes de torture, ont été retrouvés dans un cimetière clandestin aux environs de la capitale.

LA COUR SUPREME AGIT ILLEGALEMENT

Le 23 septembre, des avocats guatémaltèques ont affirmé que la Cour Suprême de Justice commet des irrégularités semblables à celles commises par les tribunaux spéciaux qui ont poursuivi et condamné des centaines de personnes suivant des procédures sommaires et arbitraires.

Le 1er septembre, après la dissolution des tribunaux spéciaux, les dossiers des inculpés ont été transférés à des tribunaux ordinaires. Les avocats ont assuré que la plus importante instance juridique du Guatemala "agit illégalement dans les procédures d'inculpation provenant des tribunaux spéciaux" et qu'elle met des obstacles à l'exercice du droit de la défense des inculpés par les tribunaux en question.

LIMITATION A LA LIBERTE D'INFORMATION

Ramon Zelada Carrillo, sous-secrétaire des Relations Publiques de la présidence a déclaré que "toutes les informations provenant des différentes institutions gouvernementales, ainsi que les déclarations du général Mejia Victores seront centralisées au secrétariat de presse de la présidence". Zelada a expliqué que "la décision officielle a pour but de mieux coordonner les informations qui parviennent aux media".

Les organes de presse nationaux se sont élevés contre cette mesure, qui équivaut de fait à une censure de la presse. Les journalistes ne pourront obtenir d'autres informations que celles divulguées par le secrétariat de presse du gouvernement.

REFUGIES

L'EMBASSADEUR DU MEXIQUE : LES REFUGIES NE SONT PAS DES SUBVERSIFS

Le 28 septembre, l'ambassadeur du Mexique au Guatemala, le général Humberto Macedo Figueroa, a affirmé que "les subversifs n'ont jamais envahi le territoire mexicain" et que c'est le Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies (ACNUR) qui s'occupe des 42 camps de réfugiés existant au Mexique. Cet organisme a dénombré 35.000 réfugiés.

Le ministre des Relations Extérieures du Guatemala, Andrade Diaz-Duran a déclaré que "les 12.000 Guatémaltèques que se trouvent au Mexique vont revenir au pays ; en conséquence, les camps devront être démantelés". "En vérité, la majorité des réfugiés est constituée par des femmes de la campagne".

Le général Mejia Victores avait assuré à plusieurs reprises, quand il était ministre de la Défense du gouvernement Rios Montt, que ces camps servaient de refuge aux guérilleros, qui opéraient au Guatemala à partir du territoire mexicain.